

# Domaine Public DP

JAA  
1002 Lausanne

5 décembre 1991 – n° 1063  
Hebdomadaire romand  
Vingt-neuvième année

## Le discours sur l'architecture et l'architecture du discours

L'architecture est enseignée à l'Ecole polytechnique fédérale de Lausanne. Si vous vous rendez au restaurant ou au self-service de cette cité de l'enseignement des sciences, à l'heure des grands services, vous pouvez avoir au mieux une conversation avec votre voisin, mais guère, tant l'acoustique est déplorable, avec votre vis-à-vis.

Pas mieux à Dorigny où quelques réaménagements font que c'est «moins pire» que ce ne fut.

Certes l'acoustique est à la fois une science et un art subtil; il faudrait être en même temps rigoureux dans la maîtrise des données physiques et fin comme un luthier. En revanche l'isolation phonique est-ce plus compliqué que les coefficients d'application d'un barrage? Faites le compte impressionnant des bâtiments privés et publics, scolaires notamment, où les parois murales furent comme une digue trouée. L'acoustique doit s'enseigner à l'EPFL, aux heures de pointe, à la cafétéria.

Cette ignorance est souvent théorisée en refus du réel par jeu ou défi. On dessine une chaise telle qu'il serait vulgaire d'imaginer qu'un cul pût s'y poser. On dresse une tente, symbole de la mobilité, mais qui est en fait une structure lourde, à ancrage profond et bétonné, comme le reconnaissait Marco Solari à la fin de l'exercice de nomadisme exigé par un 700<sup>e</sup> décentralisé.

Ce décalage entre les contraintes du réel, les besoins de l'utilisateur, et l'affirmation architecturale privilégie le verbe. Selon l'excellente formule d'un participant à l'émission *C'est-à-dire* de la Télévision romande, consacrée avec réussite à ce sujet, après le discours sur l'architecture on a une architecture de discours.

Extrêmement intéressante à cet égard, l'interview de l'architecte Bernard Tschumi réalisée par Bertil Galland dans *Le Nouveau Quotidien* (24.11).

L'architecte, expliquant comment il se rattache au déconstructionnisme se réfère notamment à des critiques et à des philosophes tels Derrida, Deleuze,

Guattari. L'ayant entendu présenter les ponts pleins de son projet pour la vallée du Flon, devant les édiles lausannois et des représentants d'associations et de partis, en projetant des ponts, non pas pleins mais enjambants, célèbres comme des cartes postales à Venise, Prague et Florence, j'admire cette adaptation du discours à l'interlocuteur.

Comment donc percevoir le lien entre des réflexions sur le sens de l'écriture et de la lecture à la Derrida et la construction en dur.

Je peux imaginer que le pont qui relie deux rives change de sens quand la rivière est canalisée sous voûte et son lit comblé et aplani; et que l'on peut remplir un pont qui n'est plus élan d'un saut de pierre par-dessus l'obstacle. Oui, il est loisible avec texte et meta-texte de jouer sur le sens des mots et des fonctions.

Sauf que l'architecte n'écrit pas pour des lecteurs volontaires. Son produit va s'imposer physiquement et conditionner la manière de vivre de centaines et, s'il s'agit d'urbanisme, de milliers d'hommes, de femmes, d'enfants.

AG

suite à la page 3

### Du Sântis au Salève

(ag) Le budget du canton de St-Gall franchit pour la première fois les deux milliards.

Les dispositions légales exigent qu'il soit équilibré, l'équilibre pouvant faire l'objet d'une marge faible d'interprétation.

Devant le déficit, malgré l'augmentation des taxes de participation hospitalière (hausse de 15% en salle commune, 25% en privé) le déficit présumé a poussé le gouvernement à proposer une hausse fiscale de 95 à 107 points. Le Grand Conseil a limité quant à lui cette hausse à 103 points. Le déficit présumé serait donc de 14 millions pour le budget de fonctionnement.

Des décisions et des chiffres qui doivent faire rêver au bord du Léman.

# Papa travaille, maman aussi

*Le dernier bulletin du Programme national de recherche n° 29, intitulé «Changements des modes de vie et avenir de la sécurité sociale», publie un dossier de Pierre-Yves Troutot sur les politiques de la petite enfance. Un tour d'horizon romand des différentes pratiques cantonales, que ce soit au niveau législatif ou pratique, dont nous nous inspirons librement pour faire quelques constats et commentaires.*

(pi) Dans tous les cantons romands, la tâche principale des services chargés de la petite enfance est la surveillance des structures d'accueil: garderies, crèches, réseaux de mamans de jour, etc. Des normes sont édictées que les services de l'Etat sont chargés de faire respecter. Ils peuvent également aider les équipes se mettant en place ou lançant un projet. Si l'Etat est généralement très exigeant quant aux conditions d'exploitation d'une garderie, il refuse par contre de s'engager dans des programmes d'ouvertures systématiques. Cette tâche est laissée aux communes, censées mieux connaître les besoins locaux. Les cantons ne prennent en charge que les classes enfantines et une partie — souvent minime — des déficits des autres lieux d'accueil. Cette pratique fait qu'il y a des différences dans les possibilités offertes aux jeunes enfants aussi bien entre les cantons qu'à l'intérieur d'un même canton.

**Préscolarisation et fréquentation des équipements socio-éducatifs de la petite enfance dans le canton de Genève (enfants de 0 à 6 ans, fréquentation régulière uniquement).**

Classes enfantines	32 %
Jardins d'enfants (2,5 - 4 ans)	
Garderies (2 - 4 ans)	
Nurseries (0 - 2 ans) à temps partiel	
Crèches (0 - 4 ans)	25 %
<b>Total institutions</b>	<b>57 %</b>
Familles d'accueil autorisées	3 %
Demandes d'admission en crèche non satisfaites (sur l'année)	8 %
Autres modes de garde y compris mères au foyer	32 %
<b>Total</b>	<b>100 %</b>

Nous ajouterons que le placement des tout petits pendant la journée n'est plus un problème essentiellement urbain comme il y a dix ou vingt ans, mais qu'il est maintenant d'actualité dans les régions ayant une population pendulaire à la suite de l'urbanisation des campagnes. Si la plupart des villes font un effort important (8 francs par habitant à Fribourg, 70 francs à Genève et 90 francs à Lausanne) il ne suffit pas pour satisfaire la demande. Quant aux plus petites communes, elles ne sont souvent guère prêtes à s'organiser pour répondre aux attentes de la nouvelle génération et de leurs nouveaux habitants.

**L'idéal et la réalité**

Les bénéficiaires de l'urbanisation (vente des terrains en zone constructible) ayant la plupart du temps bénéficié aux propriétaires terriens plutôt qu'aux collectivités publiques, il est difficile maintenant d'en socialiser les coûts. Les politiciens, comme dans le canton de Vaud, refusent d'aborder le problème de front en invoquant l'autonomie communale — que l'on n'hésite pas à entamer en imposant des normes parfois tatillonnes pour les structures d'accueil — et surtout la responsabilité des parents: c'est à eux avant tout qu'incomberait la garde des enfants et l'intervention de l'Etat devrait être limitée aux cas sociaux. C'est évidemment fonder une décision politique sur une situation idéale: une présence parentale ou familiale suffisante pour qu'il n'y ait pas besoin de «placer» les enfants. Mais on sait bien que cette situation n'est pas celle de nombreuses familles dont les deux parents doivent avoir une activité lucrative. Cette attitude est par ailleurs fondée sur le refus de reconnaître le rôle «socialisant» des lieux d'accueil, substitut des grandes fratries et d'une autre forme d'organisation sociale: au fur et à mesure que la famille se referme sur son cocon, par choix ou par obligation, la demande en lieux d'accueil pour

les enfants grandit. Si l'Etat souhaite effectivement encourager une prise en charge des enfants par la famille, il convient alors qu'il crée les conditions sociales nécessaires: congé maternité généreux, allocations familiales importantes, promotion du travail à temps partiel, y compris pour les pères, etc. A défaut, on ne fait qu'obliger les familles à recourir à des solutions de fortune. Elles ne sont pas forcément mauvaises: les réseaux de quartier ou de village, les échanges entre familles, le recours à la voisine, peuvent être d'excellentes alternatives à condition qu'elles soient l'objet d'un choix. Elles ne devraient pas être l'unique possibilité, les parents devant avoir accès à une garderie si ces solutions de proximité ne sont pas jugées de qualité suffisante. L'économie faite dans ce secteur pourrait bien finir par n'être guère payante: on sait l'importance des premières années de vie pour le développement de l'individu. En refusant aux familles les structures nécessaires et de qualité dont elles ont besoin, n'est-on pas en train de créer la clientèle des services sociaux de la prochaine décennie ? ■

Bulletin n° 2 du PNR 29. Direction du programme: Jean-Pierre Fragnière, EESP, case postale 70, 1000 Lausanne 24.

## MÉDIAS

Tous les trimestres, depuis cinq ans, les clients du rail zurichois peuvent se procurer un illustré de bonne qualité nommé *Bahnhofblatt* qui les informe sur la vie des chemins de fer et des gares dans la région couverte par le *S-Bahn*. La direction du III<sup>e</sup> arrondissement des CFF est l'éditeur et la publicité contribue au financement.

Premier numéro du journal *Le Saint Gervais* qui situe Annemasse au carrefour de l'Europe et se fait réaliser à Puteaux tout près de Paris. Le pari lancé par les éditeurs paraît risqué.

La preuve que le Videotex est moins populaire que le téléphone: comparez l'indignation contre les adresses téléphoniques 156... à connotation érotique et l'absence de protestations contre les numéros du Videotex, diffusé dans la presse et qui promettent les mêmes aventures.

# La bonne réaction

*(jd) L'ampleur et le caractère inattendu du succès de la Ligue des Tessinois lors des dernières élections fédérales continuent d'intriguer, non seulement dans le canton méridional mais également ailleurs en Suisse. Le phénomène ne va-t-il pas s'étendre à d'autres cantons ? La Ligue n'a-t-elle pas d'ailleurs annoncé son intention de s'implanter également en dehors du Tessin ?*

Les partis tessinois sont sur le qui-vive dans la perspective des élections communales du printemps prochain et d'une possible initiative populaire qui exigerait le renouvellement anticipé du Conseil d'Etat. Déjà, dans les communes, les états-majors politiques se mobilisent pour préparer la campagne, une attitude nouvelle dans un canton où les élections, traditionnellement, consistent plus à renouveler la légitimation des différents clans qu'à ouvrir la compétition entre des projets politiques divergents. Les principaux partis ont également convenu de rajeunir leurs dirigeants et la gauche s'apprête enfin à surmonter ses divisions stériles et à se fondre dans une nouvelle formation unique.

Le choc d'octobre dernier suscite donc des réactions, mais qui ne sont pas tou-

tes salutaires. Ainsi la direction du parti radical a obtenu mandat de nouer des contacts avec la Ligue des Tessinois, une décision qui a provoqué des remous au sein même du parti et dans l'opinion publique. Le président du parti radical s'est défendu en précisant qu'il s'agissait uniquement de mieux connaître ce mouvement et non pas d'engager des pourparlers avec lui.

L'affaire est d'importance et déborde largement le cadre tessinois, même si en l'occurrence la Ligue reflète des problèmes en partie spécifiques à ce canton. Il s'agit de la manière de gérer l'apparition de mouvements qui se nourrissent d'un mécontentement ou d'une inquiétude populaire diffus et y répondent de manière simpliste, démagogique, en tirant de leur manche des boucs émissaires (étrangers, Etat). L'exemple du

Front national et de Le Pen en France devrait nous ouvrir les yeux. Inutile d'étudier les programmes de tels mouvements, ils ne sont que ramassis d'insanités, ou même, dans le cas de la Ligue des Tessinois, inexistantes: en bon démagogue, le conseiller national Maspoli n'a-t-il pas déclaré que le programme du mouvement, c'est ce que veut le peuple ? Inutile de prendre langue avec leurs responsables, ils ne sont qu'irresponsables prêts à tout pour assouvir leurs ambitions. En réalité, si Le Pen aujourd'hui occupe le centre de la scène politique française, c'est à l'incurie de la classe politique qu'il en est redevable et à tous ceux qui, par calcul politique, ont pris le risque de collaborer peu ou prou avec son mouvement et ont ainsi renforcé sa légitimité.

Avec les xénophobes et les démagogues, qu'ils soient revêtus du drapeau des Démocrates suisses, affublés des plaques minéralogiques des Automobilistes, extrémistes camouflés dans les rangs de l'Union démocratiques du centre ou ligards de tous poils, il n'y a pas matière à contact. La seule manière de répondre à ces mouvements n'est sûrement pas de s'approcher d'eux, d'imaginer d'éventuelles collaborations, voire même d'adopter certaines de leurs recettes, mais bien de prendre en compte de manière crédible et très concrètement les préoccupations de celles et de ceux qu'ils ont abusivement séduit. ■

## Le discours sur l'architecture et l'architecture du discours

### suite de l'édito

Le mépris du sens ordinaire ou la volonté de le retourner, ou pour d'autres écoles le culte de la forme, génère une architecture oppressive. L'idéologie est imposée au comportement de gens qui subissent un parti pris que la réalisation transforme en fait accompli. Ce qui n'est qu'essai dans la création philosophique et qui n'existe jamais qu'avec la complicité du lecteur, devient dans l'architecture donnée physiquement irréfutable, par le diktat même de la réalisation. A la différence d'autres arts appliqués, il y a comme une capacité dictatoriale dans la trans-

position en dur de l'idée architecturale.

C'est pourquoi, quand l'évolution historique oblige à réviser les illusions idéologiques, préconçues imposées au réel, le discours architectural d'aujourd'hui retarde.

Il persiste pourtant, on le devine, par cooptation d'une nomenclature de la profession qui a ses codes et son langage de référence et d'appartenance.

Mais la jet-architecture va devoir remettre en cause son discours idéologique historiquement déphasé. La prise en compte plus attentive de l'utilisateur, le contrôle plus professionnel des techniques, la simplicité du discours seront des passages obligés de ce retournement.

Pour le médiatiser, il faudra certes lui trouver un nom telle la nouvelle cuisine. Pour faire à la Derrida, disons: l'école du nouveau bon sens.

AG

## L'utopie coupée par atout

*(ag) Guillaume Chenevière, directeur des programmes de la Télévision Suisse romande, qui participait à une table ronde organisée par les Rencontre suisses, sur le thème: «La Suisse 700 + 1» a révélé quelle émission avait retenu le plus grand nombre de téléspectateurs parmi toutes celles produites à cette occasion et placées, culturellement, sous le signe de l'utopie.*

Ce fut donc la finale du championnat de jass.

Ce record d'audience très net en Suisse allemande a été observé aussi, quoique de manière moins décisive, au Tessin. Pour la Suisse romande, ce fut la retransmission du concert symphonique consacré aux musiques des Fêtes des vigneronns. ■

# Un concept en pleine évolution

*Il y a peu encore présentée comme un obstacle à une adhésion à la Communauté européenne, la neutralité n'a pas empêché l'Autriche et la Suède de faire acte de candidature. Et même si chaque neutralité a un fondement historique qui lui est propre, ces deux pays admettent qu'il n'est plus guère possible de rester neutre face à une menace qui toucherait un ou plusieurs pays de la Communauté, tant le sort des uns — et le nôtre — est lié à celui des autres. On lira aussi avec intérêt à ce sujet l'interview de Anders Björck, ministre suédois de la défense, paru dans le «Journal de Genève et Gazette de Lausanne» du 2 décembre et intitulé: «La neutralité suédoise est un concept dépassé.»*

«Neutre contre qui? Pour quoi faire?» s'interroge un diplomate autrichien en poste à Bruxelles. Une politique de neutralité est-elle encore justifiée aujourd'hui? Pour l'Autriche, et encore plus carrément pour la Suède, la réponse est non.

## Le sens de la neutralité

Dans une étude parue avant le dépôt de la demande d'adhésion de l'Autriche à la CE (17 juillet 1989), les experts autrichiens avaient conclu qu'une telle demande était compatible avec les exigences de la politique de neutralité de Vienne, pour autant que la CE accepte l'interprétation des art. 223 et 224 du Traité de Rome (non participation à certaines actions). «Mais aujourd'hui, cette restriction n'est plus d'actualité, commente-t-on à la Mission de l'Autriche auprès de la CE, la notion de neutralité a beaucoup évolué». Il y a eu les événements que l'on sait à l'Est: «La neutralité était utile quand le monde était partagé en deux blocs de puissance rivaux, a-t-elle encore un sens aujourd'hui?» Il y a eu aussi le cas pratique de la guerre du Golfe: «Nous avons dû assumer les obligations découlant du système de sécurité collectif, celles-ci passent avant nos obligations dues à notre politique de neutralité. Et d'expliquer: Nous avons ratifié la Charte des Nations unies, qui indique que des actions de sécurité collective sont entreprises contre un Etat qui viole les principes des Nations unies; il s'agit d'action policière et non de guerre dans le droit international, il n'y a donc pas d'interférence entre une participation à de telles actions et une politique de neutralité». C'est ainsi que l'Autriche a autorisé le survol d'avions ainsi que le transport d'armes sur son territoire. Officiellement, l'Autriche tient à sa po-

litique de neutralité — «Nous avons besoin d'un filet de sauvetage». En réalité, celle-ci est réduite à sa stricte base juridique: pas de base militaire en Autriche, pas de participation à des alliances militaires. Sinon, quel que soit le cas de figure, Vienne estime de son devoir de participer à une action à l'encontre d'un Etat qui attaquerait un autre Etat européen (c'est la défense collective qui est en jeu) ou d'un Etat qui viole la Charte des Nations unies (L'Irak dans la guerre du Golfe). «La sécurité de l'Europe, c'est aussi la nôtre» déclare notre interlocuteur, qui estime que la seule forme

imaginable pour la CE est une union de défense pour maintenir la sécurité en Europe. «Nous n'avons donc plus de problèmes avec la CE, même après Maastricht. Nous voulons et pouvons participer à la sécurité européenne» conclut le diplomate.

## Adhésion et neutralité sont compatibles

Le son de cloche est encore plus catégorique du côté de la Suède, qui a déposé sa demande d'adhésion le 1<sup>er</sup> juillet 1991. Dans une déclaration devant le Riksdag le 14 juin dernier, le premier ministre d'alors, Ingvar Carlsson, affirmait qu'une adhésion était compatible avec la politique de neutralité de la Suède. «Le fait d'être membre de la CE est aujourd'hui lié à des exigences de coordination de la politique étrangère mais en aucune façon d'alignement, déclarait-il; on peut s'attendre à ce que les exigences de coordination s'accroissent mais l'absence d'alignement demeurera certainement. Et de poursuivre: La grande différence sera que l'essentiel de notre action se déroulera dans le cadre de la Communauté. Nous y gagnerons la possibilité de faire entendre nos points de vue dans le cercle de la CE.» Le 13 novembre dernier, à Bonn, le nouveau premier ministre, Carl Bildt, est allé encore plus loin: «Le terme de «politique de neutralité» ne peut plus long-

## Neutralité ou fraternité

*L'heure est venue pour la Suisse de participer enfin au commun destin de l'Europe. D'opérer sur le front intérieur la conversion qui nous rendra le droit d'être traités en égaux. De rentrer en démocratie, pour pouvoir entrer sans rougir dans l'union des peuples démocratiques. Nous devons accepter, nous devons solliciter d'y entrer à notre place, sans privilège aucun, au même rang que les autres, ou, s'il le faut (sans fausse honte ni point d'honneur déplacé), un peu en arrière des autres, puisque ces autres ont souffert et perdu des vies, pendant que nous ne perdions que des kilos de sucre et de café. Décider librement de partager le sort commun des peuples, avec ce qu'il implique d'heur et de malheur, c'est la seule voie où nous retrouverons enfin quelque grandeur. Car il n'y a désormais de grandeur, pour les peuples comme pour les hommes, que dans la fraternité...*

*Neutralité est un mot odieux, parce que c'est un mot négatif. N'être ni l'un ni l'autre, ne prendre parti ni pour l'un ni pour l'autre, refuser de se prononcer entre le juste et l'injuste, de combattre, aux côtés de l'un contre l'autre, c'est se vouer soi-même à la non-existence. (Notre histoire depuis cinq ans l'a bien prouvé.) La personne ne s'affirme et ne s'accomplit que dans l'engagement. Les peuples aussi sont des personnes.*

*La neutralité détruit le neutre plus sûrement que le combat... Entendrons-nous l'appel de cet autre mot, non plus replié sur soi-même mais ouvert sur autrui, non plus pernicieux mais salubre: fraternité? Fraternité des classes ou plutôt des citoyens, fraternité des peuples, voilà le seul combat où puisse aujourd'hui s'engager notre pays s'il veut retrouver la dignité et la vie... Mais saurons-nous l'entreprendre?...*

**Extrait de André Bonnard: «Neutralité ou fraternité» in Traits, 5<sup>e</sup> année, n° 2, Lausanne, 1945. Cité dans André Bonnard: J'ai pris l'humanisme au sérieux, L'Aire, Lausanne, 1991.**

temps encore qualifier avec pertinence notre politique étrangère et de sécurité à l'intérieur de l'Europe; notre politique étrangère doit avoir une identité européenne claire.» Par conséquent, la question de la compatibilité ne se pose plus: «Nous adhérons aux buts politiques du Traité de Rome et de l'Acte Unique, a déclaré M. Bildt, et nous sommes prêts à participer au processus qui sera décidé à l'issue des deux conférences intergouvernementales.» Stockholm signe carrément un chèque en blanc! Ce qui est étonnant c'est que ce changement de discours (concernant la neutralité) a été décidé sans débat au Parlement et qu'il n'a suscité aucune polémique.

### Une notion caduque

Sur le fond, on retrouve la même analyse: «L'ordre de l'après-guerre en Europe n'est plus, expliquait M. Carlsson. En l'espace d'à peine plus d'un an, on a vu s'effondrer les structures de la guerre froide. L'Europe n'est plus au centre d'un système bipolaire dominé par les Etats-Unis et l'URSS.» Le danger qui se profile est une déstabilisation à l'est et en URSS: «La Suède, estime M. Bildt, a un très grand intérêt, à l'instar des autres pays européens, à construire une nouvelle architecture pour la sécurité en Europe qui garantisse la paix contre les menaces et les tensions que nous devons peut-être affronter dans le futur.» En Autriche et en Suède, on estime donc que le problème de la sécurité en Europe se pose aujourd'hui en des termes différents qui rendent pratiquement caduque la notion de neutralité. Exit donc la question de la compatibilité ou non. Cela ne peut qu'effacer un conflit probable avec la Communauté qui est en plein débat au sein de la Conférence sur l'Union politique de la future PESC (Politique étrangère et de sécurité commune), dont on connaîtra mieux les contours après le sommet de Maastricht. Pour la Communauté, en effet, chaque candidat à l'adhésion devra décider s'il peut accepter tous les engagements du futur Traité d'union économique et politique — si celui-ci voit le jour. «Si Maastricht produit quelque chose de si flexible que n'importe qui peut entrer comme dans un self-service, le problème sera tout différent» a récemment ironisé Jacques Delors, farouchement opposé à l'idée d'une «Europe à la carte». Pour la Communauté, il s'agit d'abord de se mettre d'accord sur la future PESC avant de parler de l'élargissement.

De Bruxelles,  
Barbara Speziali

## La difficile région

(*réd*) L'assemblée de la COREL (Communauté de la région lausannoise) qui regroupe Lausanne et les communes de sa périphérie sur une base volontaire a décidé de créer une «plate-forme des transports». Il s'agit là d'un groupe de travail intercommunal destiné à entreprendre des études ou des projets dans ce domaine.

La région lausannoise, mais elle n'est pas la seule dans son cas, éprouve une peine énorme à élaborer une planification cohérente en matière de transports. Un résumé de la situation actuelle est à cet égard tout à fait édifiant.

- L'Etat de Vaud a construit le TSOL qui relie la ville aux hautes écoles et à la banlieue ouest. L'exploitation de ce métro a ensuite été remise aux Transports Lausannois (TL), qui n'en ont jamais été des chauds partisans. Il n'empêche que lors des graves accidents qui ont accompagné sa mise en exploitation, les TL se sont retrouvés en première ligne et ont été accusés, de tous les maux, alors que la responsabilité du canton est restée invisible aux yeux des médias.

- Le Grand Conseil a voté des crédits importants pour la prolongation en tunnel du LEB (Lausanne-Echallens-Bercher) jusqu'au centre ville. Il n'est pas nécessaire de beaucoup pousser les municipaux lausannois pour leur faire dire que cette prolongation n'était pas du tout prioritaire à leurs yeux. Dans une seconde étape, le LEB doit aboutir à la place Centrale, près de la gare des métros, sans que l'on sache encore très bien où se situera ce terminus.

- La ville de Lausanne a commandé à la société Métron une étude générale qui devrait servir de base théorique pour justifier une future prolongation du métro Lausanne-Ouchy jusqu'à la Riponne ou à la place du Tunnel. Selon la nouvelle loi vaudoise sur les transports, l'Etat est responsable de la planification des transports et finance les investissements. Il faudra donc que la ville vende son projet à l'Etat, ce qui ne sera pas forcément facile et ce qui n'est pas forcément le plus urgent pour les communes de la banlieue...

La plate-forme transports de la COREL prévoyait de regrouper des représentants de la ville de Lausanne et des communes de la région. C'était oublier l'acteur principal. La Municipalité de Lausanne, par la voix d'Yvette Jaggi, a proposé d'y adjoindre un représentant du canton,

ce qui fut accepté. Ce groupe de travail constitue donc l'ébauche de cet organisme de réflexion et de planification qui a tant manqué dans la région.

Remarquons tout de même que les responsables de la COREL avaient préparé un projet très «œcuménique» de résolution sur les transports. Dans l'ambiance très allumée qui régnait en fin de séance, genre vin blanc, il fait froid dehors et chaud dedans, non seulement ledit projet n'a pas été voté, mais il n'a même pas été présenté... Mais comme dirait la grande presse, l'alcool, n'est-ce pas, ça fait partie de la culture romande ■

## La tapisserie réquisitionnée

(*réd*) Le surréalisme se cache parfois dans les communications officielles. Pour preuve, cette lettre de la Municipalité de Lausanne au Conseil communal, datée du 20 novembre:

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs,

*Désireux de marquer l'inauguration de ses nouveaux locaux lausannois par un geste généreux, un garage de la place a décidé d'offrir une voiture au Service social et du travail de la Ville de Lausanne. Particulièrement bienvenu, ce véhicule rendra plus aisés les déplacements que les assistants sociaux de cette unité administrative doivent fréquemment effectuer dans des zones mal desservies par les transports publics.*

*Aucune augmentation du parc automobile du Service social et du travail ne résultera de ce don. En effet, le camion affecté aux activités de défense économique vient d'être retiré de la circulation en raison de son âge et des frais qu'aurait nécessité sa préparation en vue de l'expertise périodique. Les missions affectées à ce véhicule seront désormais remplies par la tapisserie du service en cause, pour laquelle une réquisition pour le cas de guerre sera adressée aux autorités fédérales compétentes.*

*Nous vous remercions d'ores et déjà de bien vouloir prendre note de ce qui précède et vous prions de recevoir, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, nos salutations distinguées.*

La Syndique: Y. Jaggi

Le Secrétaire: F. Pasche

Précisons que le *Petit Robert* mentionne, sous «Tapisserie»: *Ancienn. Voiture hippomobile couverte d'un toit mais ouverte sur les côtés, qui servait aux tapissiers pour le transport des meubles.* ■

L'INVITÉ DE DP

# Transitions

**Mario Carera**

Coordinateur de la politique de développement  
Swissaid - Action de Carême - Pain pour le prochain  
- Helvetas

Pour beaucoup, surtout à gauche, la cause est entendue; avec l'écroulement de l'ex-URSS, le monde vit l'avènement du «nouvel ordre mondial», dominé par les USA, promettant oppression et appauvrissement à la majorité du monde. Un examen attentif et global, pourtant, montre que cette thèse commode n'est pas la plus probable. Faisons un rapide tour du monde des nombreux indices qui la contredisent.

• **Le déclin économique relatif des USA** ne leur laisse pas une grande marge. Les USA cumulent les mauvaises performances: déficits commerciaux, déficits budgétaires, protectionnisme industriel pour pallier ces déficiences et accroissement de la pauvreté (un Américain sur dix reçoit des coupons alimentaires: 24 millions de personnes). Pas de quoi dominer le monde !

• **L'Amérique latine** se remet de ses brutales et appauvrissantes dictatures, réforme son modèle nationaliste-protectionniste et ouvre enfin ses frontières sur des marchés régionaux (Mercosur, Mexique avec l'Amérique du Nord, Amérique centrale bientôt...). La reprise des investissements et la croissance créent enfin les bases pour une réduction des inégalités. La Colombie, par exemple, qu'on disait enfoncée dans la violence, vient d'adopter une nouvelle Constitution progressiste qui va dégager son avenir une fois l'accord de réintégration à la vie civile signé avec des guérillas d'un autre âge. La paix n'a jamais été si proche en Amérique centrale qui pourra enfin s'atteler à ses problèmes de développement. Seuls gros points d'interrogation, l'immense Brésil géré comme un casino et le Pérou aux prises avec la violence...

• **L'Afrique noire**, out économiquement depuis une décennie, est engagée dans des ajustements nécessaires et difficiles. Ses populations revendiquent aussi la démocratie comme jamais en trente ans d'indépendance déçue par une élite corrompue. L'espoir chemine. La tran-

sition vers une Afrique du Sud multiraciale et démocratique débouchera sur un marché régional regroupant toute l'Afrique australe (près de 100 millions d'habitants), espace régional intégré, prospère (cette région dont le sous-sol regorge de richesses): véritable locomotive pour toute l'Afrique centrale, une fois Mobutu tombé au Zaïre (c'est pour bientôt !)

• **En Asie**, l'Indochine panse ses plaies et va se reconstruire lentement. La liste des pays «dragons» s'allonge (Thaïlande, Malaisie...), la misère recule presque partout dans ces régions; l'environnement saccagé et les inégalités croissantes posent de nouveaux défis qui seront relevés. La Chine, une fois la vieille garde octogénaire disparue, sera contrainte à l'ouverture politique et économique vu les attentes populaires et l'état obsolète de son industrie. L'immense Inde s'engage elle aussi dans une modernisation indispensable, moins bureaucratique, qui réussira si elle maîtrise ses conflits interethniques et la coexistence pacifique avec ses voisins régionaux. Le défi de la pauvreté est aussi à ce prix.

• Le fragile processus de paix au **Proche-Orient** rend la paix plus proche que jamais depuis quarante ans. D'elle dépendront les orientations de développement (ou de réarmement) des pays arabes dictatoriaux. L'Algérie, locomotive du Maghreb, connaîtra ses premières élections libres depuis l'indépendance. L'exemple pourrait être contagieux en cas de paix israélo-arabe. Saddam lui-même ne s'en remettrait pas..

• **Finissons ce tour du monde par l'Europe**: l'incertitude y domine. L'enjeu est énorme: il s'agit ni plus ni moins de gérer l'effondrement de l'empire soviétique, deuxième puissance mondiale. Rivalités interethniques, nationales ou religieuses sont prêtes à s'enflammer. L'histoire contemporaine pourrait inciter au pessimisme: aucun empire ne s'est écroulé sans guerre meurtrière (le nazisme, l'Empire astro-hongrois, le fascisme...). Pourtant, jusqu'ici, à part la Yougoslavie, l'effondrement est sinon maîtrisé, du moins engagé sans chaos

majeur. La Russie, les Pays baltes, l'Ukraine sont devenus des Etats indépendants, reconnus par la Communauté internationale. D'autres votes d'auto-détermination sont prévus. Qui l'eût cru il y a seulement trois ans ? La Tchécoslovaquie a une balance commerciale extérieure positive, l'agriculture hongroise et polonaise est productive. A l'ouest, la CE va poursuivre, malgré les crises, son processus d'union économique, monétaire, politique et militaire. L'Europe n'a pas le choix. L'EEE, avec ou sans la Suisse, représente une antichambre utile dans la perspective de l'élargissement de la CE à dix-neuf, voire à vingt-cinq pays membres. Pour un projet libéral en économie, mais fédéraliste dans la structure et à dimension sociale, environnementale et culturelle, si les sociétés civiles renforcent leurs représentations et revendications. Le déficit démocratique actuel de la CE ne résistera pas à son élargissement, ni à la perte de souveraineté des Etats membres.

Les complexités face aux rapides changements suscitent les nombreuses réactions populistes et ligardes que l'on sait. Elles resteront la mauvaise conscience d'une classe politique pas à la hauteur des enjeux: chômage croissant, solidarité qui fout le camp, interdépendances mal perçues...

Les réponses se situent dans l'affrontement des «vrais problèmes». S'engager partout pour une économie de marché à dimension sociale et écologique, renforçant la solidarité et bouleversant les calculs économiques avec l'internalisation des coûts écologiques et sociaux. Une révolution à venir ! Les sociétés industrialisées pourraient aussi s'occuper — mais ce n'est pas le «nouvel ordre» américain — de leur «spleen existentiel»: encombrées d'objets superflus et de communication creuse, elles souffrent de l'absence de projet, de dessein. L'Europe, si l'on pensait davantage aux dimensions non-économiques pourrait en constituer un, comme le réapprentissage quotidien de la convivialité, la réinjection de sens, dans un tissu social mal en point.

• **Au niveau planétaire**, la lutte contre la pauvreté, l'environnement, la démographie, les migrations, le désendettement et le désarmement sont les vrais défis de cette décennie. Litanie habituelle de problèmes sans solutions ? Pas sûr ! Les pays les plus pauvres vont en-

LE CARNET DE JEANLOUIS CORNUZ

## Je fais le pas

C'est décidé: je vais demander mon admission au parti radical ! En effet, j'ai lu le programme du parti:

1. *Le droit de vivre assuré à tous les hommes par l'organisation du travail. Le devoir pour chacun de travailler. La solidarité d'intérêts établie entre tous les membres de la commune patrie. Comme moyen de transition: la suppression du paupérisme par la création d'ateliers nationaux et d'associations ouvrières; l'impôt progressif.*

2. *Le libre et entier développement de toutes les facultés par une obligation commune.*

3. *La souveraineté nationale, par le règne de la démocratie pure dans l'Etat et l'Eglise, le veto populaire, le jury, par une déclaration de principe qui la consacre dans l'organisation de notre nationalité.*

fin bénéficiaire de remises de dette massives (Club de Paris).

L'Amérique latine, dans ses nouvelles politiques, voit le bout du tunnel. Le désarmement est à l'ordre du jour de l'après guerre froide, chez les super-grands et dans le tiers monde (via le FMI !) Les militaires ont le blues.

L'environnement sera le grand thème de 1992 avec le Sommet planète terre de juin à Rio (Conférence des Nations-Unies pour l'environnement et le développement, CNUED). Les chefs d'Etat du monde (dont Flavio Cotti) prendront des engagements sur le climat, la diversité biologique, les taxes sur l'énergie... Tout ne sera pas respecté, mais le pillage de la planète terre sera médiatisé en vision mondiale. Tout un symbole. Les sociétés civiles, via leurs réseaux internationaux d'associations, s'organisent comme jamais. Etape seulement: dans deux semaines, à Paris, des centaines d'organisations d'environnement, de développement, du Nord comme du Sud, se réunissent pour préciser leurs revendications, planétaires et régionales, en vue de cette conférence. C'est nouveau à cette ampleur.

Loin des idéologies destructrices de la guerre froide, les «vrais problèmes» mondiaux sont débattus un peu partout. Le «nouvel ordre mondial» se construit tous les jours; ce ne sera pas celui des USA, c'est trop simple et trop manichéen ! ■

C'est-y pas beau ? Je tire ce programme de la brochure éditée par la Bibliothèque cantonale et universitaire de Lausanne: *Louis-Henri Delarageaz ou 42 ans de vie politique vaudoise (1841-1882)*. Exposition du 8 au 29 novembre 1991. Le programme est celui de 1845 !

«Taxés de communisme, Druet et Delarageaz s'en défendront vigoureusement en soulignant leur orientation socialiste» commente la brochure. Au fait, je ne crois pas me rappeler que M. Villiger ou M. Celio aient jamais été taxés de communisme, ni qu'ils s'en soient défendus en soulignant leur orientation socialiste ! Ainsi que le disait Gilles, «Mille ans déjà, comme le temps passe !»

A propos de temps qui passe, voici un peu plus d'un siècle que Gottfried Keller publiait son dernier roman (dont la traduction vient de paraître chez Zoé, il n'avait jamais été traduit !) Curieux récit que celui-ci, dont on a dit qu'il était le

COURRIER

## Fausse lacunes

Dans son dernier Carnet (DP n° 1062), Jeanlouis Cornuz déplore les «blancs surprenants» du *Dictionnaire des littératures suisses* publié à l'occasion du 700<sup>e</sup>. Qu'on me permette de dire ici que je trouve surprenantes certaines de ses accusations — la légèreté et le peu d'honnêteté dont elles témoignent.

J'admire, moi aussi, le «travail de Romain» et les qualités de traducteur de Michel Mamboury; l'oublier eût été désolant. Or — et contrairement aux allégations de Jeanlouis Cornuz — la traduction de *Schweizerspiegel* de Meinrad Inglin est mentionnée à la page 510 du *Dictionnaire* sous le numéro 61 de la collection CH; et celle de *L'Ensaugement* d'Otto F. Walter à la page 511 sous le numéro 82.

Parce que la collection CH est une entreprise officielle, nous avons souhaité la mettre en valeur en publiant la liste séparément. Ce parti est explicitement signalé à la page 492: «Pour les titres publiés dans la collection CH, ne figure que le renvoi à la liste de ladite collection».

Mais Jeanlouis Cornuz a-t-il pris le temps et la peine de lire cet avis aux lecteurs et de consulter la liste de la collection CH ?

Jean-Luc Seylaz

«livre d'or du républicain» ! Instituteur, Martin Salander est pris par la fièvre des affaires qui emporte Zurich au XIX<sup>e</sup> siècle, faisant que la ville passe de 20 000 à 200 000 habitants et que les «gnomes de Zurich», qui comme chacun sait veillent sur l'or de la Limmat, remplacent le «peuple des bergers, libre sur sa terre et occupé essentiellement à traire ses vaches et à vivre paisiblement» dicit Victor Hugo !

Malheureusement, il cautionne imprudemment un camarade de classe malhonnête, se retrouve ruiné, part pour l'Amérique — le Brésil — où il réussit à rétablir ses affaires — ayant laissé femme et enfants dans une situation des plus précaires — heureusement pour lui, sa femme est une Stauffacherin, c'est-à-dire une femme au courage indomptable et au bon sens inébranlable — revient au pays où pour la seconde fois, il se retrouve ruiné — ayant commis l'imprudence de mettre son argent dans une banque, derrière laquelle se trouve précisément son ancien camarade. Repart pour le Brésil, et cette fois, c'est la bonne: il crée une maison d'export import, qui lui assure une honnête aisance.

Le tout dans un contexte d'affairisme, d'entreprises plus ou moins louches et d'autres qui ne le sont pas, mais dont les animateurs ont une tendance fâcheuse à déboiser sans vergogne, à abattre des arbres centenaires pour construire des immeubles de rapport...

Sans compter la politique, où les vieux idéaux cèdent la place aux opportunités et aux intérêts mercantiles... Lisez *Martin Salander*. ■

## DP Domaine Public

Rédacteur responsable: Jean-Daniel Delley (jd)

Rédacteur: Pierre Imhof (pi)

Ont également collaboré à ce numéro: Jean-Pierre Bossy (jpb), François Brutsch (fb) André Gavillet (ag), Jacques Guyaz (jg) Yvette Jaggi (yj), Charles-F. Pochon (cfp)

De Bruxelles: Barbara Speziali  
Forum: Jeanlouis Cornuz, Mario Carera, Jean-Luc Seylaz

Abonnement: 75 francs pour une année

Administration, rédaction: Saint-Pierre 1, case postale 2612, 1002 Lausanne

Téléphone: 021 312 69 10

Télécopie: 021 312 80 40 - CCP: 10-15527-9

Composition et maquette: Monique Hennin  
Pierre Imhof, Françoise Gavillet

Impression:

Imprimerie des Arts et Métiers SA, Renens

# Les dissections fertiles du D<sup>r</sup> Gallaz

(y) Inclassable et irréductible, l'ami Christophe Gallaz. Auteur des «Climats» lus par de nombreux fidèles dans *Le Matin* du dimanche, il y détonne totalement, critiques de Freddy Buache mises à part; le mercredi, Gallaz tient dans *Le Nouveau Quotidien* une chronique encore mal repérée dans les pages sportives, qu'il enrichit de considérations anthropologico-sociologiques plutôt surprenantes. Et quand il ne rédige pas à contre-courant, il figole des livres, pour adultes exigeants ou pour enfants — grands et petits.

A destination des premiers, il vient de publier une *Chronique des jours glissants*, suivie d'une longue lettre, écrite en un souffle, glacial et acide, et composée d'une seule phrase s'étalant sur dix-huit pages, intitulée *Discours de Swatch*. Pas faciles ni légers tous ces textes, malgré la brièveté de certaines chroniques. N'empêche que le livre se lit, avec la même passion un peu agacée que les «Climats» dominicaux.

## Les imposteurs et les poètes

Souvent présent mais un peu à l'écart, tapi dans les coulisses ou sur les lieux mêmes de la société urbaine, le D<sup>r</sup> Gallaz ne se lasse pas d'en disséquer les ressorts, d'en repérer les dérives, d'en démasquer les imposteurs, en particulier ceux qui appartiennent à trois catégories d'ailleurs apparentées et dénoncées en bloc: les politiciens, les responsables de la vie culturelle, et les gens de presse, spécialement les faiseurs de la télévision bien sûr. Force est de constater que tous, à leurs heures tout au moins, contribuent à la confusion générale dénoncée par un Gallaz qui se pose lui-même en «sous-Baudrillard» (il y a en effet beaucoup du genre *Cool Memories* dans les *Chroniques des jours glissants*). Confusion entre les signes et le sens, le simulacre et la réalité, le spectacle et le vécu; le phénomène est désormais bien connu et se passe de tout commentaire après la guerre du Golfe, «le premier des événements light, produit pour ne pas tacher (les écrans) ni faire grossir (les consciences)». Les choses en sont à ce point de désordre que «la vie va devenir difficile pour ceux qui veulent défaire les apparences,

pour ceux qui sont avides d'éclairs poétiques ou de révélations sacrées». C'est là qu'intervient, ou devrait au moins apparaître, le caractère fertile des dissections du D<sup>r</sup> Gallaz, qui nous avait déjà donné des utilités paradoxales avec *Les chagrins magnifiques* et *Les musiques défaites* (tous deux parus chez Zoé, en 1986 et 1989 respectivement). En fait, le lecteur se trouve bel et bien emporté dans une analyse impitoyable des travers contemporains mais il a beaucoup de peine à suivre la pente en principe remontante des «chagrins» devenant soudain «magnifiques» ou des «jours glissant» vers le haut.

## Le temps, la politique, l'amour et la mort

Cette espèce de reconversion, fondée sur une connaissance chirurgicale et sans illusion de la société, s'avère d'autant plus difficile que nous entretenons un rapport semble-t-il définitivement perturbé avec le temps, c'est-à-dire avec l'amour et la mort. Il y a tout d'abord cette apologie de la vitesse (dûment dénoncée par Paul Virilio, auquel Gallaz se réfère expressément comme à Umberto Eco sur le même sujet): l'écriture, «une opération lente», fait place au cinéma, sous «sa forme la plus accélératrice, western ou thriller»; en parallèle, l'automobile a fait que «la vitesse du déplacement observée par l'être humain a induit la régression de son vocabulaire et de ses messages»; dans ces conditions, pas d'étonnement: «Si la télévision n'est plus capable de transmettre quoi que ce soit d'ordre culturel, c'est qu'elle n'est plus capable de la lenteur qui permettrait au savoir de se produire en elle et d'être transmis par son intermédiaire.» Bien sûr, le goût du sport-spectacle n'arrange rien, puisque «la vitesse, c'est le sport» et qu'il faut bien comprendre que «la fulgurance d'un record sportif et celle d'un accident (de voiture) sont sœurs».

Comme sont apparentées la séduction politique et l'approche amoureuse, la caresse et l'éternité (ou le temps suspendu), la fusion corporelle (ou «la dilution personnelle») et la mort. Car le «désir d'une disparition pure et simple» n'est autre qu'«un suicide délicieusement essayé». Seule une peur de la solitude

plus grande encore que de la mort peut donc, selon Christophe Gallaz, porter vers autrui et permettre à «la dialectique du commerce amoureux» de s'exercer, elle qui «propulse et détruit tout à la fois». Ainsi donc, dans l'intimité comme en ville, le salut toujours escomptable et l'omniprésent danger de mort se présentent indissolublement liés. A chacun de ses livres, Christophe Gallaz nous invite à prendre continuellement le risque de ce lugubre appariement. ■

Christophe Gallaz, *Chronique des jours glissants*, suivi de *Discours de Swatch*, Zoé, 1991.

## EN BREF

La Société suisse des employés de commerce a joint un appel pour la collecte de Noël 1991 à la dernière édition de son journal. Les fonds récoltés serviront à «donner une lueur d'espoir aux collègues nécessiteux» qui recevront une «surprise de Noël». On en est toujours là !

La publication d'une autobiographie de Peter Hirsch, alias Peter Surava, fait redécouvrir ce rédacteur de l'hebdomadaire alémanique *Die Nation* qui, par sa plume, luttait contre le nazisme et les injustices. Grâce à sa présence l'hebdomadaire proche des milieux syndicaux a pu atteindre un tirage de plus de 100 000 exemplaires. Une erreur d'aiguillage de Peter Surava à la fin de la guerre (il devint rédacteur du nouveau quotidien du Parti du travail) lui valurent la haine des «bien pensants». Il n'en est pas mort mais en a beaucoup souffert.

Une association des Bosniaques démocrates vient de se constituer à Berne. Elle s'est inscrite au Registre du commerce le 19 novembre.

A l'endroit, au centre de Berne, où un marchand grainier et d'articles de jardinage va fermer ses portes, un grand magasin (Warenhaus) écologiste prévoit d'ouvrir les siennes dans une année. Il devrait occuper 12 à 14 personnes sur deux étages. Ce serait le premier grand magasin de ce genre en Suisse affirment ceux qui en préparent l'ouverture.